

**WATER FOR LIFE:
ACCELERATING RESOURCE MOBILIZATION
FOR WATER AND SANITATION IN AFRICA**
(version française)

Michel Camdessus
Former Managing Director of the IMF

The 2011 African Development Bank Annual Meetings
Thematic Seminar
Lisbon (Portugal) - 8 June 2011

Monsieur le Président Kabbaj,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs.

Grâce à l'excellent travail de préparation réalisé par le Département de l'Eau et de l'Assainissement de la Banque Africaine de Développement, en collaboration avec la Facilité Africaine de l'Eau, vous êtes parfaitement au courant de l'objet de notre réunion de cet après-midi et de ses enjeux absolument essentiels pour le développement humain et économique de l'Afrique au cours des prochaines années. Il s'agit de prendre la mesure du soutien accru du group de la BAD au secteur de l'eau et de réitérer son engagement d'accroître le financement de ce secteur en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire et ceux de la « Vision africaine pour 2025 ».

Nous avons tout lieu de craindre que, compte tenu des retards déjà pris, des insuffisances des financements réunis, des obstacles de toutes sortes rencontrés, beaucoup de pays soient menacés de ne pas réaliser pleinement leurs ambitions pour 2015 et 2025, alors que nous venons de reconnaître comme droit de l'homme l'eau potable et son assainissement. Votre présence ici montre bien que vous ne voulez pas vous résigner à cet état de chose. Les enjeux pour la condition humaine, pour le développement du continent -qui doublera le nombre de ses habitants d'ici 2050- sont trop lourds pour que -éclairés par les difficultés rencontrées- nous ne nous efforcions pas de rassembler tous les moyens disponibles pour rattraper le temps perdu, mobiliser d'autres concours et parvenir, dans ce continent en plein progrès économiques dans tant de domaines, à satisfaire (comme d'autres sont parvenus à le faire) ces besoins essentiels.

Dans une telle situation, il est donc important -et c'est pour cela que nous sommes réunis- de faire le point pour :

- D'abord, nous rappeler nos objectifs et nos engagements, évaluer le chemin parcouru et prendre conscience de la portée des facteurs aggravants qui se sont multipliés ces dernières années ;
- Et ensuite, rechercher comment réagir : au plan de nos stratégies nationales et internationales et tout particulièrement au plan de l'action de la Banque Africaine de Développement.

*
* *

I - NOS ENGAGEMENTS ET LE CHEMIN PARCOURU

Un mot d'abord pour rappeler ce qui a justifié nos objectifs et nos engagements : c'est la centralité de l'eau, trop souvent insuffisamment prise en compte dans les stratégies de développement.

Au début de ce millénaire, on estimait que plus d'une personne sur trois dans le monde souffrait dans sa vie et dans sa dignité du fait de problèmes liés à l'eau.

Mais pour l'Afrique aujourd'hui, la situation est pire. Environ 40 % de la population de l'Afrique subsaharienne n'a toujours pas accès aux sources d'eau potable et 69 % n'a pas accès aux installations sanitaires modernes. La situation dans les zones rurales est encore pire où respectivement 53 % et 76 % n'ont pas accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat. Ces chiffres sont des abstractions, mais ils palpitent d'humanité. On ne peut y réfléchir sans entendre le cri d'une immense et silencieuse injustice faite à des millions d'enfants qui meurent chaque année de maladie qui pourraient être évitées, de jeunes filles privées d'éducation, de femmes épuisées par de longues journées de travail et de corvées d'eau et de tant et tant de communautés privées de toute chance de s'arracher à la pauvreté absolue.

Qui plus est, au-delà de toutes les souffrances humaines que l'on peut pressentir derrière ces chiffres, les enjeux sont encore plus vastes, puisque les retards en matière de réalisation des objectifs pour l'eau sont pour un tiers parmi les causes qui entravent la réalisation de tous les autres objectifs du Millénaire et notamment ceux qui touchent la santé... La Cendrillon devient le personnage principal de la tragédie.

Face à de tels besoins, nous avons souscrits des engagements et, c'est vrai, parcouru un chemin non négligeable sur lequel toute la documentation publiée par la Banque nous a bien renseignés. Mais nous sommes loin du compte.

D'ici à 2025, la population africaine devrait passer à environ 1,34 milliard de personnes, mais avec la répartition inégale des eaux à travers le continent, où certaines zones souffrent déjà du manque d'eau douce, les prévisions montrent que plus de 25 pays africains connaîtront une pénurie d'eau où le stress hydrique, la situation en Afrique du Nord étant la plus grave.

Il faudrait donc attendre plus longtemps pour que la vision d'une Afrique ayant couvert les besoins de 95 % de sa population soit atteinte en 2025. Mais, qui plus est, d'autres facteurs aggravants, largement inattendus, sont venus s'ajouter à ce qu'il faut bien reconnaître comme l'insuffisance de nos efforts. Ils ont bouleversé les données sur lesquelles nous fondions jusqu'ici nos prévisions et raisonnements. Mentionnons-les simplement :

- 1°) La découverte de la dimension réelle de la menace climatique. Nous n'en avons guère d'idée précise lorsque le groupe de travail pour le financement des infrastructures mondiales de l'eau que j'ai eu l'honneur de présider a arrêté en 2003 les conclusions à partir desquelles nos stratégies se sont construites¹.

En un mot, on peut dire que cette menace climatique ajoute des facteurs de coût et d'urgence majeurs aux stratégies établies. Dès maintenant, elle est intimement liée aux menaces en matière de sécurité alimentaire qui se manifestent d'une manière alarmante par les crises alimentaires qui se multiplient et auxquelles il est fait face dans l'improvisation.

- 2°) Il y a, deuxièmement, la crise financière actuelle qui, évidemment, affecte toutes les projections financières qui avaient pu être établies... Il s'agit de la crise la plus sévère depuis 80 ans ; elle a plongé des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté, détruit une partie du secteur financier, très sérieusement affecté les finances publiques et alourdi dans des proportions gigantesques l'endettement des principaux pays qui avaient promis de se mobiliser pour le financement mondial de l'eau. Il faudra peut-être une décennie pour que cette situation s'assainisse vraiment. Nous allons donc vers une période de vaches maigres où la tendance générale des États sera de s'abstenir de toute dépense nouvelle tant que toutes les autres sources de financement n'auront pas été mobilisées au maximum.

Tous ces facteurs expliquent l'extrême difficulté de la situation actuelle. Elle se manifeste en Afrique tant au plan urbain qu'au plan rural. Il y a là deux défis qu'il faut affronter avec la même énergie.

En milieu urbain, je laisserai à Gérard Payen le soin de nous donner la vraie dimension du problème, mais qu'il me suffise de dire ce que j'ai appris de lui : nous sommes en train de perdre la course entre l'accroissement de la population urbaine et le développement des infrastructures destinées à l'eau. Je lui laisse le soin d'élaborer.

En milieu rural, la situation est, pour le moins, également grave. J'y reviendrai dans un instant en vous parlant de la tâche essentielle assumée par la courageuse initiative prise par le Président Kabbaj pour l'accès et l'assainissement de l'eau en régions rurales. En anglais, son sigle (RWASSI) ressemble au nom de votre aéroport préféré...

¹ Les effets du changement climatique dans les zones urbaines et rurales ont causé des problèmes d'ordre institutionnel, infrastructurel et environnemental. La fréquence sans précédent d'événements extrêmes tels que les sécheresses et les inondations, la baisse progressive du niveau des eaux souterraines, l'augmentation de l'intrusion d'eau salée dans les aquifères littoraux et la diminution des écoulements des eaux continentales dans les cours d'eau, sont autant de problèmes environnementaux complexes qui nécessitent une large adaptation intense au climat institutionnel et infrastructurel ainsi que des stratégies d'atténuation.

En un mot, la première décennie de ce siècle ne fut certes pas une décennie perdue ; nous avons travaillé collectivement, mais insuffisamment et maintenant, il nous faut faire face à de nouveaux défis. Cela signifie pour tous les acteurs : faire plus et mieux. Comment ?

*
* *

II - QUE FAIRE ?

Nous sommes en présence d'une multiplication de défis pour l'eau en Afrique, sans équivalent où que ce soit dans le monde. Pourtant, il nous faut y faire face, par des changements de grande ampleur, dans nos stratégies nationales et internationales, et plus spécialement à travers les instruments de la Banque Africaine de Développement.

A) Adapter nos stratégies

Cela nous invite à reconnaître d'abord que **le problème de l'Afrique est beaucoup moins un problème de manque de ressources en eau que de leur sous-exploitation**, du fait d'un grand retard de l'effort d'investissement nécessaire.

Comme l'explique le document de *back-ground* qui nous a été remis : « L'utilisation des ressources en eau pour les activités domestiques et de production est faible, dans la mesure où les eaux de surface et souterraines exploitées pour diverses fins représentent moins de 5 %. Par ailleurs, 5 % des terres cultivées sont irriguées en Afrique et moins de 10 % de son potentiel hydroélectrique est exploité. D'autre part, la consommation électrique est inférieure à 200 kWh par personne et par an, et descend jusqu'à 30 kWh par personne et par an dans certains pays, ce qui représente moins de 10 % de la consommation moyenne enregistrée dans les pays développés ».

Et je passe sur l'insuffisance si souvent dénoncée des capacités de stockage.

Face à cette première remarque, une conclusion s'impose : il faut significativement accroître les investissements dans le secteur de l'eau et à l'heure où le G20, à la suite du Sommet de Séoul, a décidé de soutenir un vaste programme d'infrastructures dans les pays pauvres, il est essentiel que l'eau soit une des priorités de ce programme aux côtés des transports et de l'énergie.

Deuxièmement, il faut faire à l'assainissement une place sensiblement plus importante dans les programmes, car il reste toujours à la traîne par rapport à des investissements pour l'accès à l'eau, eux-mêmes en

retard par rapport aux objectifs. Ceci n'est pas acceptable au moment où s'ouvre la décennie de l'assainissement. Nos gouvernements doivent faire un effort majeur pour que désormais les progrès dans l'assainissement cheminent de pair avec ceux en matière d'accès à l'eau et -j'ajoute- ils devraient être plus ambitieux pour la définition-même des objectifs en matière d'assainissement qui demeurent trop souvent minimalistes.

Troisièmement, il nous faut faire face à une carence grave : est celle de la gestion transfrontière des ressources d'eau.

« Le continent dispose de 80 rivières, de bassins hydrologiques et lacs transfrontaliers, dont 38 bassins aquifères souterrains partagés par plus d'un pays. Il y a donc des défis importants en matière de gestion transfrontalière des ressources en eau. En dépit de l'appui fourni par la Banque aux communautés économiques régionales et de nombreuses organisations de bassins hydrologiques, la coordination, la coopération et les accords officiels demeurent faibles. Il est donc nécessaire de renforcer ces institutions régionales ». Et de trouver là un domaine où l'eau, au lieu d'être un enjeu de rivalités, devienne un lieu d'enrichissement de tous, de prévention des conflits et de paix.

Face à ces trois lacunes majeures, quelle réponse trouver en matière de financement ?

Il est évident que des ajustements dans le financement sont devenus urgents et nécessaires. Selon les évolutions que nous fournit la Banque Africaine de Développement, l'investissement pour répondre aux besoins en eau en Afrique devrait doubler et atteindre 50 milliards de dollars par an sur les vingt prochaines années. Non sans audace, elle indiquait à Istanbul que cet augmentation des investissements doit s'aligner sur la poursuite d'un taux de croissance à deux chiffres pour hâter la réduction de la pauvreté. Voilà donc un domaine que les grands investisseurs internationaux ne peuvent ignorer et qui, de plus, doit faire appel aussi à des sources de financement non traditionnelles. Si je m'en tiens aux seuls secteurs couverts par les objectifs du Millénaire, les dépenses prévisionnelles en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement devraient s'élever à 21,9 milliards de dollars par an, par rapport aux dépenses actuelles qui s'établissent à 7,6 milliards de dollars. L'écart de 14,3 milliards de dollars -qui représente environ 2 % du produit intérieur brut en Afrique subsaharienne- appelle une mobilisation de tous les guichets traditionnels :

- a) Les gouvernements et leurs budgets évidemment, ainsi que ceux des grandes collectivités locales. Il a été mentionné que les gouvernements -de l'avis de l'AMCOW- devraient consacrer au moins 5 % de leurs ressources au secteur de l'eau pour pouvoir revendiquer plus d'assistance internationale. Le pourront-ils ? En tous cas, nous avons là un ordre de grandeur de l'effort nécessaire, sans oublier la mise au point de stratégies

nationales liant les trois « T » (taxes, transferts et tarifs) ... et la mise au point de dispositifs de financement qui répondent aux besoins des autorités et des opérateurs locaux.

- b) La tarification pour atteindre un recouvrement soutenable des coûts. Nous restons souvent trop timides en ce domaine.
- c) L'aide publique au développement. Chacun le sait, à l'exception de quelques pays « vertueux », nous sommes presque tous, pays donateurs, en retard sur nos engagements et nous avons des progrès à faire sur la qualité de notre aide en ligne avec les recommandations des conférences de Paris et d'Accra. Nous devons, pour le moins, redresser ces tendances et conformément à des promesses maintes fois répétées, accroître la part de l'eau dans nos contributions.

Je voudrais tout particulièrement noter ici que les représentants africains dans les instances compétentes -soutenus par les IFIs- devraient s'assurer que l'Afrique perçoive des contributions des différents « fonds climatiques » en proportion de ses besoins.

Puis-je ajouter qu'un véritable test de la volonté des pays non-régionaux de tenir leurs engagements d'aide publique au développement, en dépit de leurs propres difficultés actuelles, se trouvera dans la réponse qu'ils apporteront à la reconstitution de ressources de facilités qui ont fait leurs preuves comme la RWASSI dont je vous parlerai dans un instant.

La contribution du secteur privé pourrait être sensiblement accrue aussi à condition, évidemment, que les pays hôtes s'attachent à améliorer l'environnement de ces entreprises au plan de la sécurité juridique et physique de leurs implantations et se montrent ouverts à des *public private partnership* qui peuvent être décisifs en matière urbaine. Les efforts devraient redoubler aussi pour le développement des instruments d'intermédiation de l'épargne domestique. Elle existe ; il est urgent de faire en sorte qu'elle puisse s'investir sur place, et l'eau est typiquement le domaine de l'investissement responsable et durable.

Il y a aussi un grand effort à poursuivre pour renforcer techniquement et financièrement les opérateurs de l'eau. Les banques commerciales locales pourraient leur apporter leur assistance pour faciliter leur bancarisation en complément des efforts entreprises par les IFIs.

Ma conviction, cependant, est que, quelle que sera la détermination de tous les acteurs, nous ne parviendrons à faire face à tous ces défis que si les efforts accrus de tous sont désormais complétés par de nouvelles sources innovantes de financement dont le produit serait prioritairement affecté aux biens publics mondiaux et à la réalisation des objectifs du Millénaire, dont l'eau. Ce sujet a longtemps été tabou. Aujourd'hui, nous progressons et le Parlement

européen vient de donner un soutien massif à l'idée que la présidence du G20 soutient, d'une « contribution mondiale de solidarité » basée sur des activités mondiales qui peuvent générer des flux substantiels et stables ». Cette idée, à condition d'être vigoureusement soutenue par tous les intéressés, finira par faire son chemin. L'industrie financière, en particulier, qui a énormément bénéficié de la mondialisation, trouverait là un moyen de contribuer aux défis environnementaux et sociaux qui l'accompagnent et dont elle ne peut se désintéresser.

*
* *

III - CONTRIBUTION DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Laissez-moi aborder, avant de conclure, un chapitre qui me tient particulièrement à cœur : la contribution de la Banque à la réponse aux défis de l'eau.

La Banque a remarquablement répondu à la vision africaine de l'eau et au plan d'action du Sommet d'Évian, en assumant pleinement son leadership en matière d'eau pour le continent et en apportant un soutien efficace aux orientations de l'AMCOW. Qu'elle en soit chaleureusement félicitée, mais elle ne peut tout faire par elle-même : il est des actions pour lesquelles son efficacité dépend de l'engagement financier de ses États membres : c'est le cas de ses deux instruments-clés que sont :

- La facilité africaine de l'eau -coorganisatrice de nos travaux et dont vous connaissez les contributions en matière urbaine. Je ne m'étends pas davantage. Cette cause essentielle est dans tous les esprits, puisque la Journée mondiale de l'eau lui était consacrée cette année ;
- « L'initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural » (RWASSI) que je viens d'évoquer.

Pour RWASSI, nous ne parlons de rien moins que de 271 millions de personnes dont les chances de voir se réaliser pour elles les objectifs du Millénaire seraient les plus lointaines -voire inexistantes- sans cette courageuse initiative prise grâce au sens visionnaire du Président Omar Kabbaj. Grâce à elle, plus de 30 millions de personnes ont eu, à ce jour, accès à l'eau et 17 millions à l'assainissement. C'est moins que ce qu'escomptaient les promoteurs, mais c'est déjà un grand résultat en termes de progrès humain.

La Banque, avant de nous proposer un nouveau pays en avant, a sagement fait évaluer cette initiative et nous disposons d'un bon document interne qui identifie les corrections à opérer, mais qui ne remet pas en cause, bien au contraire, l'initiative qui se révèle être un instrument-clé. Si nous tirons

bien les leçons de l'expérience des sept premières années, elle peut avoir maintenant un impact décisif sur la route de la vision africaine de l'eau. Comme vous le savez, l'heure d'une première reconstitution des ressources a sonné et je crois comprendre qu'une grande conférence de « *replanishment* » pourrait se tenir à l'occasion du Forum de Marseille en mars prochain. Je voudrais ici, dès maintenant inviter chacun de vous, chacun de vos pays, à s'y préparer et je voudrais mettre toute ma conviction à inviter tous les pays régionaux ou non qui n'y ont pas encore contribué de se rendre à l'évidence de l'excellence de cet instrument et de se joindre aux membres fondateurs qui ne sont encore qu'une poignée. J'ai peine à imaginer un meilleur emploi des ressources de l'aide publique au développement et c'est la raison pour laquelle j'ai accepté bien volontiers l'invitation à y prêter mon concours, confiant sur votre soutien.

*
* * *

Je me rends compte en concluant que le temps est trop court pour faire référence à d'autres initiatives très importantes de la Banque et de la Facilité africaine pour l'eau, telles par exemple sa stratégie « agriculture » et ses diverses opérations de soutien à la formation des cadres et à la bonne gouvernance : gardons-les en mémoire, mais restons concentrés maintenant, si vous le voulez bien, sur notre sujet principal : l'accès à l'eau et à l'assainissement dans la double perspective de 2015 et 2025.

- *_* -